

LA LUTTE NARRATIVE POUR LA SIGNIFICATION ET LA POLITISATION DE
« L'EUROPE » DANS LES NÉGOCIATIONS DU TTIP : LE RÉCIT DE
L'EUROPE BOUCLIER CONTRE LE POPULISME TRANSNATIONAL

[Alvaro Oleart](#), [Luis Bouza García](#)

L'Harmattan | « [Politique européenne](#) »

2019/4 N° 66 | pages 16 à 42

ISSN 1623-6297

ISBN 9782343201542

DOI 10.3917/poeu.066.0016

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2019-4-page-16.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La lutte narrative pour la signification et la politisation de « l'Europe » dans les négociations du TTIP : le récit de l'Europe bouclier contre le populisme transnational

Les études européennes connaissent actuellement un tournant narratif (Biegoń, 2013 ; Bouza Garcia, 2017). Le débat académique commence à tenir compte de l'importance des représentations socioculturelles de l'Union européenne pour comprendre les attitudes des citoyens et de la société civile envers l'UE, et de l'utilisation de stratégies narratives par les acteurs politiques de l'UE. Afin de contribuer à analyser la manière dont l'Europe est racontée dans l'environnement politisé actuel, nous examinons la compétition pour définir « l'Europe » dans le contexte du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais), en analysant les stratégies narratives concurrentes de la Commission européenne et de la coalition Stop TTIP. Nous analyserons les récits proposés dans les documents stratégiques des deux camps, en concevant ces deux récits antinomiques comme une opposition entre « l'Europe bouclier » et le « populisme transnational ». Nous présenterons également des entretiens approfondis avec des représentants des élites politiques bruxelloises afin de faire apparaître l'articulation de ces récits.

The narrative struggle for the signification of “Europe” in the context of the TTIP negotiations: the European Aegis narrative vs transnational populism

European Union studies are undergoing a narrative turn (Bouza Garcia, 2017). Academic debate is starting to consider both the importance of socio-cultural representations of Europeanness for understanding citizens' and civil society attitudes towards the EU and the usage of narrative strategies by EU political actors. In order to contribute to analysing how “Europe” is narrated in the current politicised environment, we analyse the competition to define and frame “Europe” in the context of the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) project, focussing on the competing narrative strategies of the European Commission and the Stop TTIP coalition. We analyse the narratives put forward in strategic documents of both actors, conceiving the two opposing narratives as the opposition between “European Aegis” and “transnational populism”. We will also present in-depth elite interviews with Brussels-based political actors to analyse the articulation of those narratives.

La lutte narrative pour la signification et la politisation de « l'Europe » dans les négociations du TTIP : le récit de l'Europe bouclier contre le populisme transnational¹

Alvaro Oleart

Vrije Universiteit Amsterdam

Luis Bouza García

Universidad Autónoma, Madrid

1. Introduction

Les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais) entre l'Union européenne et les États-Unis ont été initialement évoquées en juin 2013 par des journaux économiques spécialisés, tels que le Financial Times, avec beaucoup d'espoir. Le TTIP, un accord commercial avec des ambitions sans précédent qui a largement suivi le paradigme de la politique néolibérale dominante (De Ville et Siles-Brügge, 2017), a été présenté comme une opportunité d'accroître la concurrence commerciale et le libre-échange. Cependant, près de quatre ans plus tard, une question technique et européenne telle que le TTIP s'est transformée en un sujet politisé dans plusieurs états membres de l'UE. Malgré la nature complexe du TTIP, les principaux débats ont impliqué des acteurs de la société civile s'exprimant contre les négociations, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. Le TTIP constitue donc l'un des dossiers ayant reçu le plus d'attention dans les débats politiques sur l'Europe au niveau national, et donc l'un des sujets où la signification de l'Europe fut le plus disputée.

1 Cet article s'inscrit dans deux projets financés par l'Union européenne. Le premier est le Réseau Jean Monnet OPENEUDEBATE (référence : 600465-EPP-1-2018-1-ES-EPPJMO-NETWORK), financé par l'Agence européenne pour l'Éducation, la Culture et l'Audiovisuel (EACEA) de la Commission européenne. Cette recherche a également été menée dans le cadre du projet RECONNECT, qui a reçu un financement du programme de l'Union européenne Horizon 2020 sous la convention de subvention No 770142.

Afin de contribuer à la compréhension de la façon dont l'Europe se trouve racontée dans l'environnement politisé actuel (Hooghe et Marks, 2009), nous analyserons la confrontation pour définir et encadrer « l'Europe » dans le contexte du TTIP. Une contribution de cet article est d'ouvrir la possibilité de concevoir « l'Europe » comme une communauté dans le sens de Bhabha (1990) et Anderson (2006). De ce point de vue, l'idée de l'Europe est socialement construite par des acteurs à travers le discours. Les acteurs ayant de l'influence dans la sphère publique imaginent et réimaginent l'Europe à travers différents récits, un processus contesté qui renforce l'idée que « l'Europe » existe en effet comme une communauté imaginaire. Le cas du TTIP constitue un épisode intéressant pour étudier la mise en récit de l'Europe, puisqu'il exemplifie bien la politisation qui se produit sur la base de constructions discursives préalables : comment un « traité de nouvelle génération » dont l'origine doit être resituée au moment des échecs des cycles de négociation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et dans une matière souvent éloignée des considérations de l'opinion publique, devient-il un sujet si controversé ?

Notre question de recherche est la suivante : *comment les partisans et les opposants du TTIP mettent-ils en récit des cadres d'interprétation sur l'Europe dans leurs prises de position sur le traité ?* Cette question amène à une analyse de la dimension strictement symbolique et narrative de la compétition entre les acteurs qui participent aux décisions européennes. Il ne s'agit pas seulement de constater que les acteurs conçoivent l'Europe de façon différente, mais d'analyser dans quelle mesure le débat sur le TTIP, et son processus de politisation, constitue aussi une dispute pour définir le « sens commun » dans ce terrain. Ainsi nous entendons contribuer à enrichir la littérature sur ce traité et sur la politique commerciale européenne, en étudiant de façon plus précise les enjeux spécifiquement narratifs des disputes entre les acteurs. Ceci suggère de nouvelles pistes d'analyse telles que la possibilité que les similitudes ou les différences entre les cadres d'interprétation des acteurs agissent comme adjuvants ou opposants de la formation de coalitions, ou la capacité narrative de certains acteurs comme une ressource. En faisant cela, nous entendons aussi contribuer de façon plus large à mettre en exergue la dimension structurante des récits sur la compétition politique européenne : si à notre sens celle-ci est structurée par des différences d'intérêts, nous entendons aussi démontrer comment une fois les disputes engagées, sa dimension symbolique devient un des enjeux même de la dispute.

Nous analysons les documents des deux camps, ainsi que des entretiens approfondis avec des acteurs favorables et contraires au TTIP. Notre article illustre

les différentes stratégies narratives servant à conceptualiser « l'Europe » dans le contexte des négociations du TTIP, un des dossiers de l'UE qui a retenu le plus d'attention au cours des dernières années. Les discours sur le TTIP ont articulé une opposition entre la création d'emplois et la croissance, la protection des normes européennes et la « démocratie » en général (Oleart et Bouza, 2018a). L'articulation de ces récits constitue un choix stratégique impliquant une tentative de dépolitisation ou de politisation du TTIP. La justification du TTIP sur la base de « l'emploi et la croissance » est un exemple de récit néolibéral qui définit la croissance économique comme l'objet principal de l'action politique (Aro et Heiskala, 2018). En revanche, le récit rejetant le TTIP mobilise explicitement le conflit politique. Ce récit met l'accent sur l'objet politique, plutôt qu'économique, de conflit en associant les discussions sur le commerce aux services publics, aux droits des travailleurs ou à l'environnement. Les opposants au TTIP se placent en dehors du consensus sur la croissance et l'emploi comme principale justification de la politique, au lieu de discuter la question de savoir si la Commission a raison ou tort sur ses chiffres et ses calculs (voir De Ville et Siles-Brügge, 2015, pour un exemple de cette approche).

Après cette introduction de notre axe de recherche, la deuxième section propose un cadre théorique qui aborde de façon critique la littérature sur les récits sur l'Europe et sa politisation, et propose de recentrer l'étude sur les processus de signification par lesquels les acteurs articulent des récits politiques. La troisième section décrira les données et la méthodologie. La quatrième partie présente l'analyse narrative de deux acteurs, la Commission européenne et la coalition STOP TTIP, ainsi que la compréhension fondamentalement différente de la façon dont l'Europe est conceptualisée, et la manière dont les récits décrits sont (ré)articulés par les acteurs politiques de l'UE. Enfin, nous résumons les principales conclusions.

2. Du consensus permissif à la compétition narrative pour définir l'Europe

Il existe un consensus académique pour comprendre le processus d'intégration européenne jusqu'aux années 1990 comme un processus dirigé par les élites politiques, ayant fait avancer l'intégration européenne avec le « consensus permissif » du grand public (Fligstein, 2008 ; Hooghe et Marks, 2009). La conséquence de cette conception de l'UE est un manque général de participation politique populaire, compte tenu du nombre limité d'acteurs ayant droit à participer du système communautaire et de sa forte composante

intergouvernementale. Alors que la gouvernance est de plus en plus organisée au-delà de l'État-nation, la participation démocratique reste organisée au niveau national. Donc, le « consensus permissif » du grand public implique une absence de politisation des affaires européennes. Nous concevons la politisation comme « l'attention accordée au fonctionnement de l'espace des prises de position politique » (Gaxie, 1978, 22). Le processus de politisation, surtout par rapport aux questions transnationales comme l'UE, n'apparaît pas de façon « naturelle », mais plutôt comme une conséquence d'actions stratégiques menées par des entrepreneurs politiques (Oleart et Bouza, 2018a). Les sujets politiques deviennent politisés à travers des « épisodes de contestation » (De Wilde, 2011, 563), au cours desquels les acteurs politiques polarisent le débat en proposant des récits alternatifs à ceux utilisés par les gouvernements.

Le « consensus permissif » sur la construction européenne est donc la conséquence du type de récits avancés par des puissants acteurs européens et nationaux, et il peut être considéré comme un moyen de dépolitiser le processus décisionnel (Bouza Garcia, 2017). La dépolitisation est devenue un concept important dans la littérature de science politique depuis les années 2000 (Burnham, 2001 ; Buller et Flinders, 2005 ; Kettell, 2008). Burnham (2001, 128) l'a définie comme un processus par lequel les décisions politiques sont présentées comme si elles étaient indiscutables, supprimant la dimension politique du processus décisionnel. La dépolitisation est un mécanisme par lequel la responsabilité politique s'éloigne de la « politique », en tant que processus par lequel une décision est présentée comme incontestable ou technique, comme une simple décision « administrative » pour laquelle il n'existe aucune alternative.

La littérature sur la politisation et l'intégration européenne a pour la plupart essayé de mesurer la politisation, en fonction de la prépondérance de la thématique européenne au sein du débat public, l'expansion du nombre d'acteurs et la polarisation des opinions exprimées (De Wilde, Leupold et Schmidtke, 2016). Cette façon de mesurer la politisation a été mise en pratique par plusieurs auteurs (Rauh, 2016 ; Hutter, Grande et Kriesi, 2016) et a également fait l'objet de critiques (Kauppi et al., 2016). Le choix quasi exclusif de méthodes quantitatives dans la littérature sur la politisation de l'intégration européenne a rendu rares les approches centrées sur l'analyse critique des discours (Fairclough, 1996 ; van Dijk, 2001 ; Wodak, 2001 ; Wodak et Meyer, 2009), axée sur les récits qui amènent à cette politisation au-delà du clivage entre pro-européens et eurosceptiques (De Vries, 2018). Cet article prend une perspective qualitative,

qui vise à comprendre les récits des acteurs qui contribuent à politiser les affaires européennes.

Le « consensus permissif » qui a dominé l'intégration européenne jusqu'à l'adoption des récits de la légitimité pendant les années 90 (Biegoń, 2013) peut être partiellement considéré comme le résultat des actions entreprises par des acteurs politiques capables de construire des consensus discursifs qui évitent le conflit politique visible. De même, la rupture avec le « consensus permissif » peut être vue d'une part comme un échec des acteurs politiques visant à éviter la politisation, mais aussi comme le succès d'acteurs sociaux qualifiés proposant des récits alternatifs auxquels adhèrent d'autres acteurs. Nous concevons l'UE et « l'Europe » comme des concepts contestés par différents acteurs et dont la signification en tant que communauté politique se construit dans les sphères publiques européennes nationales ou transnationales (Eriksen, 2007).

Dans cette approche, nous nous appuyons sur la notion de cadres d'interprétation, ou *framing* (Snow et Benford, 1988 ; Snow, 2004 ; Lakoff, 2014) : des ensembles de référentiels en même temps politiques et sémantiques qui structurent les discours politiques avec lesquels les acteurs interprètent et interviennent sur leur contexte social. Ces cadres sont des structures d'interprétation dans un double sens : ils déterminent le choix de ce qui est inclus dans le discours et de ce qui en est exclu (au sens propre du cadre d'une image) et constituent en même temps le champ sémantique dans lequel opèrent les solutions politiques. Ces cadres sont néanmoins des structures qui opèrent à chaque occasion et peuvent donc changer en fonction du rapport des forces en présence. Les cadres peuvent être associés et articulés de façon stable sous forme d'histoires pour créer des explications et mettre en avant des leçons morales dépassant une décision ou même une politique concrète. Les récits sont quant à eux des agencements d'histoires composées de cadres différents qui peuvent répondre à des situations différentes : si une histoire est une articulation définie d'événements, un récit constitue une relation relativement fluide d'histoires qui peuvent être reconstruites dans le but de répondre à des nouveaux besoins et situations.

Cette approche n'est pourtant pas celle qui domine dans le tournant politique et académique vers l'étude des récits de l'UE (Bouza García, 2017). Bien qu'il fasse partie du tournant argumentatif plus large des sciences sociales au cours des deux dernières décennies (Forester, 1993), il s'éloigne également des approches précédentes dans la mesure où le récit remplace dans de nombreux travaux le discours sans explication explicite. Les auteurs et les commentateurs

politiques qui contribuent à ce tournant considèrent souvent les récits comme des métonymies d'un discours dominant ou d'un discours politique sur une question donnée. Cela diffère clairement des conceptions post-structuralistes du rôle du discours dans les conflits de pouvoir (Fairclough, 2003), certaines analyses narratives étant moins intéressées par les intentions des auteurs que par le texte lui-même (Czarniawska, 2004). Nous, au contraire, comprenons les récits comme un moyen pour les acteurs sociaux de construire une réalité politique. Selon Sassatelli (2012, 2, notre traduction), les récits constituent des « artéfacts complexes qui contiennent au moins trois composantes : une série d'événements et de forces du passé bien choisis, une séquence temporelle et, plus important encore, une « mise en scène » qui établit des liens de causalité et communique éventuellement des leçons de morale ».

L'articulation d'un récit se fonde donc sur un processus d'inclusion et d'exclusion d'histoires qui décrivent des problèmes et des événements d'une manière particulière et potentiellement intéressée. Ainsi nous approchons les récits sur le TTIP de façon critique à partir de cette notion. Nous comprenons les récits comme l'agencement d'une série de cadres d'interprétation dans une narration organisée, plutôt que comme la façon naturelle des acteurs d'appréhender le monde. Il s'agit donc moins d'analyser les récits que les processus de construction de signifiés et leur organisation sous forme d'une histoire. Le but de notre article est de contribuer en même temps à problématiser les approches narratives de l'Europe et à mieux comprendre la dimension explicitement narrative de la politisation de l'UE. D'une part, nous montrons que les institutions européennes ne possèdent pas le monopole sur la construction discursive de l'Europe. Loin de justifier leurs décisions, la mise en histoires des politiques européennes – ici le TTIP – peut donner lieu à des récits obligeant les institutions à se justifier politiquement dans des terrains qu'elles ne souhaitaient pas politiser, ou à adopter une stratégie défensive alors qu'elles entendaient saisir des nouvelles opportunités. D'autre part, nous souhaitons montrer que la politisation ne peut pas se réduire à l'analyse du nombre d'acteurs, de la polarisation de leurs positions et de l'importance d'une question sur une affaire, mais qu'il est également nécessaire d'aborder l'étude des investissements discursifs des entrepreneurs de l'Europe. L'intérêt de l'opinion publique pour une affaire européenne dépend de sa construction préalable comme un terrain de contestation et de l'articulation de récits concurrents et en évolution, au risque d'un désintéressement à la faveur d'autres sujets.

3. Corpus et méthodologie : documents stratégiques pour articuler les récits opposés sur « l'Europe » dans le cas du TTIP

Nous utiliserons le cadre conceptuel présenté ci-dessus pour étudier les récits sur l'Europe dans le contexte de la politisation du TTIP. Le TTIP, un accord commercial négocié entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, a déclenché une contestation massive en Europe, dès l'annonce des négociations (février 2013) jusqu'à l'arrêt des négociations en novembre 2016. Selon la Commission européenne (CE), principale institution négociatrice du côté européen, le TTIP visait à créer « des emplois et la croissance » et à positionner l'Europe afin qu'elle soit en mesure de façonner les normes mondiales, en améliorant ainsi sa position géopolitique. En se mobilisant contre le TTIP, une coalition européenne nommée *Stop TTIP* a été formée pour mettre en place une Initiative citoyenne européenne (ICE), qui a recueilli plus de trois millions de signatures.

Le matériel empirique de notre analyse narrative consiste en un document principal jugé comparable produit par chacun des deux acteurs principaux du débat autour du TTIP, ainsi qu'en des entretiens en profondeur. Le texte analysé est un long document stratégique dans lequel les deux camps présentent un récit complet. Alors que des communiqués de presse ou des discours contiennent des cadres d'interprétation sur des événements concrets, ces documents articulent des récits plus complexes sur la base de l'extension des cadres à d'autres sujets, de leur interpénétration, de leur mobilisation sous forme d'histoires : par exemple, le document de la Commission européenne contient des histoires de succès de petites et moyennes entreprises qui réussissent à exporter aux États-Unis grâce au traité. Dans cette logique, notre méthode d'analyse cherche à identifier des cadres d'interprétation qualitativement différents et à étudier leur réarticulation. Dans notre analyse, ces cadres sont donc des structures sémantiques qui associent dans le discours d'un acteur des sens de façon spécifique, en contribuant donc à réaffirmer ou à modifier les signifiés associés à un signifiant (par exemple : le TTIP veut dire des emplois et de la croissance économique). Notre analyse a donc consisté à étudier la systématisme de ces associations sémantiques (est-ce qu'il y a des contradictions ?), leur régularité (est-ce que ces associations sont constantes ou changent-elles en fonction du sujet évoqué ?) ainsi que leur degré d'importance dans la structuration des parties du récit. Le produit de cette analyse est une série de « nœuds » dans le logiciel NVIVO, contenant tous les passages des deux textes qui sont codifiés suivant les mêmes logiques d'association de sens. Puisque nous faisons le choix d'analyser deux documents précis en profondeur, ces associations ne sont

pas quantifiées, mais cette procédure permet aussi de codifier les discours quantitativement quand le nombre de discours à analyser est plus large. Ensuite, ces associations sémantiques sont analysées en tant qu'histoires : quelles conclusions le narrateur invite à tirer des associations construites (par exemple : l'Europe doit faire davantage pour...), quels alliés ou opposants sont désignés, et qui est rendu responsable des succès et des échecs ?

Le principal document stratégique analysé produit par la Commission européenne est le *TTIP Communications Toolkit*, une boîte à outils pour communiquer sur le TTIP, un document interne² destiné à communiquer à propos du TTIP en public. Le principal document stratégique analysé produit par la coalition Stop TTIP est un livre écrit par John Hilary³ (publié par l'organisation Rosa Luxemburg Stiftung) : *The Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP): A charter for deregulation, an attack on jobs, an end to democracy*⁴. Nous analyserons d'abord qualitativement les documents stratégiques produits par la Commission européenne et STOP TTIP. Nous avons codé de manière inductive via Nvivo ces documents séparément afin d'identifier les cadres mobilisés autour du TTIP par chacun des acteurs. Nous réalisons ainsi une analyse qualitative (champ sémantique) autour de l'identification de cadres d'interprétation qui articulent les différents récits.

Deuxièmement, nous utiliserons des entretiens semi-structurés avec des partisans et des opposants au TTIP de différentes institutions, notamment des groupes politiques européens et des organisations de la société civile, afin de comprendre comment ces récits sont (ré)articulés par les acteurs politiques. Les questions posées lors des entretiens semi-structurés ne faisaient pas explicitement référence à des récits, puisqu'elles étaient plus généralement

2 Nous utilisons la boîte à outils de communication interne produite par la Commission européenne comme une incarnation de son récit articulé sur le TTIP. Le document est destiné à être utilisé par les fonctionnaires de l'UE pour communiquer les objectifs des négociations du TTIP, ce qui le rend particulièrement adapté à une analyse narrative. Bien qu'il s'agisse d'un document inaccessible au public, il expose le récit stratégique sur le TTIP à afficher dans la sphère publique par les fonctionnaires de la Commission.

3 John Hilary était le coordinateur britannique de l'initiative citoyenne européenne STOP TTIP et l'ancien directeur exécutif de War on Want, l'une des principales organisations anti-TTIP du Royaume-Uni.

4 L'importance de cet ouvrage réside dans le fait qu'il a été utilisé de manière stratégique par la coalition STOP TTIP afin d'informer les citoyens sur le TTIP, et pas seulement dans les milieux anglophones, mais également par les coalitions nationales STOP TTIP en Europe. En fait, le livre était disponible gratuitement sur papier (dans le cadre des événements STOP TTIP) et en ligne, et il a été traduit en néerlandais, anglais, français, allemand, grec, italien, portugais, slovène, espagnol et suédois.

centrées sur le débat sur le TTIP. En conséquence, les éléments liés aux récits qui ont été tracés sont apparus de manière spontanée. Ils serviront à illustrer la manière dont les acteurs articulent les récits.

4. Des visions contrastées de « l'Europe » : l'articulation des récits de l'Europe Bouclier et du populisme transnational

Les deux récits analysés autour du TTIP abordent la signification de « l'Europe » d'une manière fondamentalement différente. Le récit de *l'Europe Bouclier* présenté par la Commission européenne décrit le monde comme étant formé par blocs géopolitiques en lice pour l'hégémonie mondiale. Par contre, le récit du *populisme transnational* est articulé avec l'objectif politique d'engager les citoyens ordinaires dans l'élaboration des politiques de l'UE afin de limiter le pouvoir des grandes entreprises. Dans cette section, on détaillera l'articulation des deux récits.

4.1. L'Europe néolibérale de la Commission européenne : le récit de l'Europe Bouclier

La Commission Européenne travaille depuis des années autour de la construction d'un « nouveau récit » pour l'Europe, particulièrement dès le projet initié en 2013 par la Commission Barroso II, destiné à renforcer la légitimité de l'Union européenne en ancrant « l'Europe » dans un « nouveau » récit appuyé sur la dimension culturelle de l'Europe (Baygert, 2015). Le *TTIP communications toolkit* écrit par la Commission Européenne sert de guide aux fonctionnaires de l'UE pour communiquer sur le TTIP auprès du grand public. Il s'agit donc d'un document intéressant à analyser en tant que métarécit (*master-narrative*, en anglais). Cette boîte à outils est soigneusement rédigée pour trouver des arguments qui soutiennent le TTIP dans le débat public.

Le récit sur l'Europe de la Commission autour du TTIP souligne l'importance géopolitique de certains blocs par rapport à d'autres, ce qui conduit souvent à discréditer ceux qui s'opposent à l'accord comme « anti-européens », étant donné qu'ils ne soutiennent pas les intérêts géopolitiques de l'Europe. Dans cette section, on combinera l'analyse de la boîte à outils avec des extraits d'entretiens avec des acteurs politiques européens et l'articulation du récit de l'Europe autour du TTIP.

Dans la boîte à outils de la Commission pour communiquer sur le TTIP, il est d'abord intéressant de noter l'usage indistinct entre « nous », la Commission européenne (CE), « nous », l'UE en tant que communauté politique et « nous », l'Europe en tant que continent. Ainsi, la CE est implicitement reconnue comme le porte-parole de « l'Europe » et des « Européens ». En décrivant la justification du TTIP, la boîte à outils de communication interne produite par la Commission européenne présente trois arguments principaux pour légitimer le TTIP : dynamiser l'économie de l'UE et soutenir son modèle social en créant des emplois supplémentaires (approche soutenue pour l'essentiel par les acteurs économiques et le leadership politique de la Commission) ; influencer les règles du commerce mondial à la suite de l'essor rapide d'autres économies dont les valeurs et les préférences sont moins compatibles avec l'UE que celles des États-Unis (approche des députés PPE et S&D favorables au traité) ; et améliorer le choix et le prix des produits disponibles pour les consommateurs européens (approche des acteurs bureaucratiques impliqués dans les négociations). Ces arguments ont été abordés par les acteurs politiques qui ont soutenu l'accord commercial et mettent l'accent sur la dimension économique du projet. Dans ce sens, un eurodéputé pro-TTIP du PPE⁵ a fait valoir que ce qui suit :

L'extrême droite a eu tendance à faire craindre tout ce qui vient de l'extérieur. Les extrêmes de gauche et de droite tirent parti de ce contexte. Le TTIP, le CETA et d'autres accords ont le soutien des groupes politiques centraux, avec peut-être certaines nuances. Dans le PPE, nous nous intéressons davantage à la dimension économique des accords commerciaux, tandis que le groupe S&D s'intéresse davantage aux droits de l'homme. Si nous nous concentrons sur les droits de l'homme, nous ne pourrions négocier avec presque aucun des pays hors d'Europe... (Entretien avec un eurodéputé du PPE, octobre 2017)

L'accent exclusif mis sur la dimension économique de l'accord révèle le paradigme néolibéral (Blyth, 2002) sous-jacent au TTIP. Un bon exemple est la résignification des réglementations d'un large éventail de secteurs (sécurité alimentaire ou environnement, par exemple) en tant qu'obstacles au commerce (De Ville et Siles-Brügge, 2015). Par conséquent, les règlements sont conçus comme des atouts à échanger dans une négociation ayant pour objectif la création d'emplois et la croissance, sans tenir compte d'autres aspects de la négociation. L'UE est définie dans le document comme une « économie »

5 Le Parti populaire européen (PPE) est le groupe de centre-droite au Parlement européen.

plutôt que comme un système politique, ce qui illustre une conception de l'Europe cohérente avec celle de la stratégie de Lisbonne et d'Europe 2020 (voir Aro et al., 2018).

Le récit articulé dans le *TTIP communications toolkit* combine ainsi une conception néolibérale des attentes politiques (Schmidt et Thatcher, 2013) - visant à améliorer les conditions matérielles de l'homo economicus européen -, une attitude agressive envers les pays concurrents - saisir l'occasion de définir des règles mondiales en coopération avec les États-Unis - et une position défensive supposant que le rôle de l'UE dans l'économie mondiale diminue rapidement. Selon cette deuxième logique, l'Union européenne doit renoncer à sa préférence traditionnelle pour les accords multilatéraux et utiliser son influence actuelle pour créer un contexte plus favorable pour un avenir où elle aura moins d'influence. Ce récit assume donc l'idée que « l'Europe » devient de moins en moins importante sur la scène mondiale et qu'un accord avec les États-Unis pourrait prolonger son influence sur le reste du monde en créant une zone de libre-échange dont les règles auraient *de facto* des effets au-delà de ses limites. Ce récit implique donc que les critiques du TTIP sont dans leur ensemble illégitimes. Dans ce sens, un responsable de la Commission européenne a affirmé que le débat sur le TTIP « n'a pas nécessairement été un débat factuel, mais plutôt fondé sur certaines peurs et objectifs politiques » (Entretien avec un membre de la Commission européenne, septembre 2016). En plus, certains partisans du TTIP ont même laissé entendre explicitement que les Russes étaient responsables de la diffusion des critiques en ligne adressées au TTIP, accusant les activistes contre le TTIP de coopérer avec la Russie de Poutine. Une eurodéputée favorable au TTIP du groupe politique S&D⁶ au Parlement européen (un groupe qui était divisé dans le cas du TTIP, avec un secteur pour et un autre contre) a affirmé ce qui suit :

L'extrême gauche s'est positionnée dans une position profondément anti-européenne. Ils ne pensent pas ce qui est dans l'intérêt de l'UE. Si vous voulez défendre l'UE, vous devez défendre les intérêts géopolitiques de l'UE. [...] Les gens ont peur des sociétés multinationales, et ne réalisent pas qu'elles n'ont pas besoin du TTIP (Entretien avec une eurodéputée du S&D, novembre 2017)

Cette articulation à partir de trois discours aussi différents fait du *TTIP communications toolkit* un document paradoxal, qui montre bien que ce récit

6 L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) au Parlement européen, le groupe de centre-gauche au Parlement européen.

répond au besoin d'articuler une stratégie en même temps néolibérale sur l'économie, réaliste sur les rapports de pouvoir global et pragmatique en matière commerciale. Bien qu'il se propose de décrire de manière positive la contribution d'un TTIP réussi à la croissance et au commerce mondial, la plupart du document est en réalité structuré comme une réponse aux critiques. Le document est structuré comme une série de réponses thématiques aux questions (FAQ en anglais), contribuant ainsi à encadrer le débat dans les termes des critiques. En conséquence, le récit n'est pas uniquement technique, mais il engage le débat avec les critiques du TTIP. Même si le document fait souvent référence à l'expertise des analystes économiques indépendants qui ont prévu la contribution du traité commercial à la croissance ou remettent en question les modèles économétriques de la critique, le récit fournit des arguments aux responsables qui débattent avec les critiques et avec le grand public, et évite donc le pur jargon économique. Ceci illustre bien le propos soutenu précédemment : l'engagement d'une stratégie de justification publique situe les acteurs dans un terrain d'incertitude par rapport à leur capacité de contrôler leur stratégie narrative.

Comme discuté ci-dessus, un récit est un processus d'encadrement sélectif de certains faits dans un espace et une période donnés. Une narration implique également l'exclusion systématique de problèmes et d'événements. Le récit de la Commission parle autant de ce qui est exclu du récit que de ce qui est effectivement représenté. Les cadres de la Commission ne sont donc pas complètement dépolitisés, car ils engagent un débat avec les critiques et créent les conditions d'un débat sur la gouvernance de la mondialisation. Ce faisant, cependant, ils abordent les critiques du TTIP comme si elles étaient de simples questions théoriques. De plus, les éléments abordés dans le document sont de nature extrêmement économique, répétant régulièrement la devise que le TTIP contribuera à « l'emploi et la croissance ».

Dans le récit de la Commission, les critiques faites au TTIP ne sont jamais associées à une organisation concrète, encore moins à une idéologie. Il est intéressant de noter que la Commission ne caricature pas les critiques en évoquant les pires scénarios des opposants (poulet chloré, hormone bovine, éducation privatisée ou perte de contrôle des données), mais aborde les critiques dans un ton neutre. Ainsi la Commission semble attendre que le lecteur soit simplement convaincu des avantages du traité par des réponses courtes et précises aux critiques. Le récit de la Commission ne reconnaît pas des effets négatifs pour certains secteurs malgré les possibles bénéfices agrégés devant être traités au travers de politiques sociales ou économiques. La Commission traite donc les

critiques sous forme d'anecdotes plutôt que d'objections fondées sur des préoccupations pertinentes et suppose que, au lieu de se heurter à des dissensions au sein de l'Union européenne contre le traité, le public n'est simplement pas assez informé et que les doutes peuvent être exprimés en présentant les faits de façon claire. Alors que le récit rend la critique invisible, il se concentre en revanche sur les menaces externes, comme si le TTIP était une façon de protéger l'Europe des potentielles attaques économiques d'acteurs géopolitiques tels que la Russie ou la Chine. Le document rappelle constamment au lecteur que les économies mondiales sont de plus en plus ouvertes et que la concurrence économique franchit maintenant les frontières des États membres de l'UE. Cependant, le document préfère traiter cela en tant qu'opportunité pour tous, dans la mesure où les emplois liés au commerce sont mieux rémunérés et que l'exportation peut profiter à toutes sortes de petites et moyennes entreprises.

Le récit de la Commission évoque également une espèce d'horloge géopolitique. Dans ce récit, l'UE a consacré la plus grande partie des deux dernières décennies à la défense du libre-commerce multilatéral sans que cela donne des fruits. Entre-temps, d'autres acteurs - le seul autre traité commercial de l'UE mentionné dans le document est l'AECG⁷, l'accord commercial équivalent avec le Canada - ont opté pour de nouveaux accords régionaux qui risquent de fausser les échanges commerciaux de l'UE. Le document cite le Partenariat Transpacifique (TPP) entre les États-Unis et les pays asiatiques pour soutenir cela. En outre, il est avancé que d'autres pays, tels que la Chine, connaissent une croissance plus rapide et se trouveront donc dans une meilleure position de négociation à l'avenir. Le TTIP est donc présenté comme une dernière chance de fixer des normes mondiales pour l'avenir prévu, étant donné que l'UE et les États-Unis restent le plus grand bloc commercial du monde et qu'ils se trouvent encore en position de domination géopolitique. Toutefois, compte tenu de la décadence de l'hégémonie géopolitique de l'UE et des États-Unis, un futur TTIP pourrait arriver trop tard pour forcer d'autres pays à s'adapter aux règles négociées par l'alliance transatlantique.

En résumé, le récit de la Commission peut être perçu comme une bataille dans une nouvelle guerre froide du commerce mondial. Malgré tous ses efforts, les partenaires mondiaux n'ont pas accepté de s'engager dans de nouveaux accords commerciaux multilatéraux. Il en résulte que l'UE doit s'attaquer à un monde en mutation avant qu'il ne soit trop tard, créant ainsi une communauté

7 Accord économique et commercial global, connu en anglais comme Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA).

transatlantique en mesure d'étendre l'influence occidentale sur les règles commerciales, dans un contexte où les échanges économiques se concentrent désormais sur le Pacifique. Appliquées au récit présenté sur le TTIP par la Commission européenne, l'UE et les États-Unis tentent de conclure un accord afin d'empêcher la Chine et la Russie de dominer le monde. Le TTIP est alors présenté comme la dernière chance pour que l'Europe crée avec les États-Unis un bouclier diminuant l'effet de levier d'autres puissances mondiales. Le récit de *l'Europe bouclier* affirme que le TTIP n'aura que des gagnants et aucun perdant au sein de l'UE : l'Europe a un intérêt géopolitique à conclure le TTIP, un type de politisation que Meunier et Nicolaidis (2019) ont conçu comme « géopolitisation ». L'accent mis sur le « partage » des valeurs entre Européens (voir Foret et Calligaro, 2018) et Américains implique donc que les nouveaux acteurs du commerce se réfèrent à d'autres valeurs. Le TTIP aura donc des perdants, mais ce sont des « autres » étrangers, comme la Chine ou la Russie. En mars 2019, la Commission Européenne a publié la communication conjointe « UE-Chine - Une perspective stratégique » avec le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR/VP est l'abréviation en anglais) pour le Parlement Européen, le Conseil Européen et le Conseil, où la Chine est considérée un « rival systémique » (Commission Européenne et HR/VP, 2019), ce qui confirme que la « géopolitisation » de l'Europe a continué après le TTIP.

4.2. Une Europe « pour les peuples et la planète avant le profit des entreprises » qui s'oppose au TTIP : le récit du *populisme transnational*

La campagne Stop TTIP a été une mobilisation réussie qui a rapproché la bulle bruxelloise de la politique nationale (Bouza et Oleart, 2018), surmontant ainsi les défis de l'action collective transnationale et la fragmentation nationale des sphères publiques européennes (Eriksen, 2007 ; Risse, 2014). La mobilisation européenne contre le TTIP offre un exemple unique de campagne de protestation de longue durée contre une politique de l'UE. Entre autres actions, la campagne STOP TTIP a recueilli plus de trois millions de signatures en un an sous la forme d'une initiative citoyenne européenne autoorganisée et a également reçu le soutien de plus de 500 organisations à travers l'Europe, tant au niveau européen que national. La coalition STOP TTIP est différente de la participation traditionnelle de la société civile au niveau de l'UE. Nous l'avons montré dans un article précédent (voir Oleart et Bouza, 2018a), dans lequel nous avons comparé le réseau Stop TTIP par rapport à quatre autres

campagnes. Nos résultats empiriques ont montré que le réseau Stop TTIP était beaucoup plus dense et comprenait un nombre beaucoup plus large d'acteurs nationaux directement impliqués dans la campagne. Il présente également une histoire différente sur le plan qualitatif en ce qui concerne le type de relations structurelles entre l'UE et les membres nationaux du réseau (Gheyle et De Ville, 2019). Ce processus se caractérise par la diffusion horizontale de la campagne par un groupe initial d'entrepreneurs politiques européens, via une stratégie de traduction nationale et de mise en réseau horizontale. Ce sont essentiellement les groupes de niveau national qui collectent les signatures et organisent les manifestations, mais ce sont les acteurs européens qui ont construit le récit sur l'Europe.

Le livre *TTIP, a charter for deregulation, an attack on jobs, an end to democracy* joue un rôle similaire au document analysé du côté de la Commission européenne, au sens où celui-ci est utilisé par les campagnes nationales contre le TTIP comme argumentaire dans le débat public. Alors qu'il avait été initialement publié en 2014, la version 2016 (sa troisième édition) débute par une préface qui informe le lecteur de l'état d'avancement des négociations après plus de deux ans de campagne contre l'accord. Le livre suit une logique déductive, partant d'une explication large de ce qu'est le TTIP, suivi du processus de négociation décrit comme opaque. Ensuite, chacun des chapitres suivants est consacré à un domaine politique particulier : la sécurité alimentaire, la (dé) réglementation de l'environnement, les services publics, la confidentialité des données et la protection des investissements. Le livre se termine par l'évocation de la résistance croissante à l'accord, qui est sa mission centrale : fournir un outil aux militants pour mieux comprendre le TTIP et faire campagne efficacement contre celui-ci dans divers contextes nationaux. Ceci répond bien à la nature à plusieurs niveaux de la coalition contre le TTIP, qui a vu des actions d'organisations périphériques à Bruxelles obtenir un effet sur le processus décisionnel européen grâce à leurs liens avec des organisations nationales autour d'un large éventail de causes. De façon simplifiée, cette coalition se compose d'organisations qui défendent les services publics ou luttent contre des privatisations à l'échelon national (par exemple, chauffeurs de taxi en Espagne, infirmiers du NHS⁸ au Royaume-Uni et syndicats en plusieurs pays européens), des organisations et partis environnementalistes, des activistes pro-transparence à l'échelle transnationale et des partis de gauche et activistes pour une autre mondialisation.

8 Le National Health Service (NHS) est le réseau public de soins et santé au Royaume Uni.

Le récit cherche à établir des points de ralliement entre ces différents référentiels. Contrairement au récit de *l'Europe Bouclier* articulé par la Commission, le récit construit par la coalition européenne contre le TTIP est basé sur la division verticale entre l'intérêt des grandes entreprises et les « peuples de l'Europe ». Étant donné cette opposition discursive, il est possible de conceptualiser ce récit comme *populisme transnational* (Moffit, 2017), en prenant la définition du populisme de Canovan (1999, 3, notre traduction), comme « un appel au « peuple » à la fois contre la structure de pouvoir établie et contre les idées et valeurs dominantes de la société. Ils impliquent une sorte de révolte contre la structure établie du pouvoir au nom du peuple ». De ce point de vue, le populisme est une logique politique qui transforme le terrain politique en un espace vertical divisé entre une élite et le peuple, ce qui est le cas dans le récit construit par la coalition contre le TTIP. Si, dans le cas de la Commission, l'opposition a lieu entre l'Europe et les autres acteurs géopolitiques, dans le cas de la coalition contre le TTIP, l'opposition est construite entre les grandes entreprises et les « peuples de l'Europe ».

Le récit du *populisme transnational* s'articule avec l'objectif stratégique d'engager des citoyens ordinaires dans l'élaboration des politiques de l'UE afin de limiter le pouvoir des grandes entreprises. Une assistante parlementaire du groupe des Verts a soutenu ce qui suit :

L'input sur le TTIP ne provient pas des citoyens, mais de la bulle de Bruxelles, et elle est très spécifique aux groupes d'entreprises qui ont l'oreille de la Commission. Technocratiser les décisions est une stratégie politique. Je pense que c'est une stratégie contre laquelle nous devons nous battre, nous devons arrêter tous les techniciens et ramener la politique aux citoyens, aux parlementaires, et cesser de prétendre que c'est quelque chose de technique. Les normes d'émission ne constituent pas un problème technique. C'est juste un moyen de cacher un problème politique (Entretien avec une assistante parlementaire du groupe des Verts, juin 2016).

De manière générale, le livre propose une narration selon laquelle les grandes entreprises des deux côtés de l'Atlantique utilisent le TTIP pour contourner certaines réglementations et obtenir plus de poids dans leur rapport de force avec les gouvernements démocratiques. L'Europe institutionnelle qui négocie le TTIP avec les États-Unis est décrite comme dominée par les grandes entreprises. C'est pourquoi le TTIP est considéré comme une « menace pour la démocratie », dans laquelle le pouvoir est transféré des institutions démocratiques aux grandes entreprises privées. Le TTIP est un accord commercial conclu

par et pour les grandes entreprises aux dépens des citoyens européens, décrits comme les victimes du complot. Ce récit ressemble, dans une large mesure à ceux utilisés par les activistes anti/altermondialistes de la fin des années 90 : les entreprises ont opposé leurs intérêts à ceux des citoyens ordinaires et à la démocratie en général (Crespy 2016, 172). C'est dans cette perspective que le récit oppose démocratie et néolibéralisme : les gouvernements ont pour tâche de protéger leurs citoyens des dysfonctionnements du marché, en responsabilisant les multinationales. Le discours est également politisant en ce sens qu'il encourage tous les citoyens à s'impliquer dans la lutte contre le TTIP. Chaque section du livre expliquant une politique particulière est mise en rapport avec cet élément central, bien que chaque dimension ait ses propres spécificités et événements. Ceci est un exemple de construction d'un récit commun à partir de cadres portés par des acteurs différents.

La (le manque de) transparence (Gheyle et De Ville, 2017) des négociations est décrite en détail dans le livre, critiquant à la fois les administrations de l'UE et des États-Unis, qui refusent de partager des informations avec le public et la société civile. Selon le livre, « rappelant l'espionnage de la guerre froide, la Commission européenne a même étiqueté les documents officiels du TTIP avec des marques secrètes afin de pouvoir localiser les fuites éventuelles jusqu'à leur source » (Hilary, 2014, 26, notre traduction). Cela insinue que la CE et les États-Unis se comportent comme s'ils se trouvaient en guerre contre un « autre » étranger tel que la Russie ou la Chine, au lieu de protéger les réglementations européennes en matière de santé ou d'environnement. Les normes relatives aux services publics, à la sécurité des aliments et à l'environnement sont liées par le programme de déréglementation suivi par le TTIP. La déréglementation de la sécurité alimentaire est illustrée par la possibilité que des organismes génétiquement modifiés (OGM), des pesticides, du bœuf traité aux hormones et du poulet chloré entrent sur le marché européen, ce qui est contraire au « principe de précaution » de l'UE. De même, le TTIP pourrait entraîner une augmentation des exportations de gaz de schiste américain vers l'Europe, ainsi qu'une expansion de la fracturation hydraulique (*fracking*) dans l'UE et aux États-Unis. En ce qui concerne les services publics, l'approche de la « liste négative », selon laquelle tous les secteurs de services sont libéralisés à moins qu'ils ne soient spécifiquement mentionnés comme des exemptions, est décrite comme une menace pour la durabilité des services publics. Le programme de déréglementation est également élargi afin d'inclure les réglementations relatives aux services financiers introduites après l'explosion de la crise en 2008, qui sont également considérées comme menacées par le TTIP. Les différentes dimensions du programme de déréglementation du TTIP relèvent toutes du

même scénario : les entreprises ciblent différents secteurs de l'économie afin d'accroître leurs profits, au détriment de la sécurité alimentaire, de l'environnement, de la qualité des services publics et de la stabilité économique.

Le domaine politique le plus souvent abordé dans le TTIP est le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS est l'acronyme en anglais), qui « donne aux sociétés transnationales le pouvoir de poursuivre directement des pays individuels pour les pertes de profits subies dans leurs juridictions à la suite de politiques publiques prises par un gouvernement » (Hilary, 2014, 44, notre traduction). Sept cas concrets sont expliqués afin d'illustrer comment les sociétés multinationales ont utilisé l'ISDS pour que les gouvernements versent des paiements en compensation pour la réduction du chiffre d'affaires résultant de nouvelles réglementations. L'ISDS est la dimension que les acteurs de la société civile qui s'opposent au TTIP ont le plus mis en avant, car il illustre bien la dichotomie entre les intérêts des entreprises et ceux des autres, qui est l'intrigue qui regroupe les différents éléments du TTIP. La démocratie est décrite comme étant menacée en Europe et aux États-Unis, une valeur qui vaut la peine d'être protégée du pouvoir des grandes entreprises au sein de l'UE.

Le livre présente des tensions inhérentes à la description des perdants du TTIP, souvent qualifiés de « peuples de l'Europe ». Dans le livre, il est avancé que « les peuples d'Europe, des États-Unis et d'autres pays aspirent à plus que ce cauchemar réducteur et ne le laisseront pas devenir une réalité. Les mois à venir détermineront quelle vision de l'avenir est celle qui doit l'emporter. C'est un combat que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre » (Hilary, 2014, 17). Le « nous » qui constitue la circonscription qui devrait lutter contre le TTIP est un « peuple » hétérogène défini par son opposition à l'accord des institutions et des multinationales, un type de discours qui pourrait être considéré comme une sorte de populisme transnational (Moffitt, 2017 ; De Cleen et al., 2019). Un membre du réseau Seattle to Brussels (S2B), un autre des organisateurs du mouvement européen contre le TTIP, a affirmé que « pour moi, le mouvement contre le TTIP est en train de construire une Europe des gens. Nous travaillons très dur pour créer des connexions entre des actions de pays différents » (Entretien avec un représentant de S2B, février 2016). De même, un membre de Global Justice Now, une des organisations qui a coordonné la campagne contre le TTIP au Royaume-Uni, a soutenu que la

campagne contre le TTIP a encouragé un esprit plus européanisé au sein des organisations nationales et des citoyens qui y ont participé :

Vous n'avez pas besoin d'être la personne qui voyage à Madrid ou dans une autre ville, en faisant partie du mouvement TTIP, vous sentez que vous faites partie de la même chose que certains Allemands ou Français. Vous sentez que vous êtes du même côté. C'est donc formidable de donner aux gens une expression concrète de ce que nous pouvons faire tous ensemble. Il y a un sentiment énorme de trou noir démocratique, tant au niveau national qu'européen. (Membre de Global Justice Now, mars 2016, notre traduction)

Le récit de Hilary suggère également que l'opposition au TTIP n'est pas eurosceptique, dans la mesure où elle s'approprie la législation européenne existante en tant que « nos normes » et « nos lois », concevant ainsi un « nous » transnational où des lois communes sont en place pour protéger l'environnement et les droits des travailleurs. Le TTIP est présenté comme une stratégie des grandes multinationales afin de maximiser leurs profits, au détriment des normes environnementales d'un « nous » transnational. Dans cette optique, une eurodéputée de GUE-NGL a affirmé :

Accepter la mondialisation néolibérale est une erreur, mais aussi s'enfermer dans l'État-nation, car c'est ce que suggère l'extrême droite. Nous devons dépasser ce cadre et nous rendre compte que nous avons besoin d'une gouvernance mondiale, mais d'un autre type. De nombreux aspects se sont mondialisés, mais pas la démocratie. Nous n'avons pas une organisation décisionnelle globale démocratique. Cette organisation, cet espace global, a été occupée par des sociétés multinationales. [...] Ce sont des acteurs mondiaux aux intérêts privés qui rédigent ces traités (TTIP et CETA), essayant de mettre en place une gouvernance mondiale sous leur contrôle. (Entretien avec une eurodéputée du groupe GUE/NGL, novembre 2016, notre traduction)

Le récit du TTIP présenté par le livre peut être donc conceptualisé comme *populisme transnational*. Il ne positionne pas la coalition anti-TTIP comme « européenne », par opposition au « capitalisme américain », mais s'attaque plutôt à la collusion des administrations européenne et américaine avec des entreprises, à l'encontre des « peuples de l'Europe ». Le discours présenté n'est pas anti-américain, dans la mesure où les États-Unis essaieraient de faire baisser les standards de l'UE. Le lien entre le TTIP et d'autres accords commerciaux, tels que l'AECG (avec le Canada) ou l'Accord sur le commerce des services (ACS), avec de nombreux autres pays, en plus des États-Unis,

est peut-être le meilleur exemple de l'absence de discours anti-américain. L'absence d'un discours simpliste qui pourrait souligner la distinction entre les « bons Européens » et les « mauvais Américains » indique l'absence d'un discours eurosceptique qui s'opposerait au TTIP au motif que l'UE n'est pas légitime pour représenter les gouvernements nationaux. Cela ne veut pas dire qu'aucun des acteurs liés à la coalition STOP TTIP n'adopte l'argument de la « souveraineté » pour s'opposer au TTIP, mais plutôt que la façon dont le TTIP a été raconté est suffisamment ambiguë pour intégrer de tels appels, sans les aborder directement (voir Siles-Brügge, 2018). Au lieu de cela, le récit dominant de ces organisations est qu'il existe une opposition entre les « citoyens européens » et les « sociétés multinationales », une sorte de populisme transnational.

5. Conclusion : de quoi l'Europe doit-elle être protégée ? La concurrence pour imaginer « l'Europe » dans les négociations du TTIP

Cet article a analysé les récits de « l'Europe » avancés par les principaux acteurs favorables et opposés au TTIP et a conceptualisé les discours opposés sous le nom de *l'Europe bouclier* contre le *populisme transnational*. Les deux récits conçoivent « l'Europe » comme un type de communauté politique très différente, et ces récits correspondent aussi à deux stratégies politiques différentes. Néanmoins notre analyse montre que les deux documents ne se limitent pas à mettre en récit les visions du monde et les intérêts des acteurs, mais plutôt que la compétition entre ces intérêts se développe aussi sur un plan spécifiquement narratif. Cela ne veut pas dire que cette concurrence narrative soit autonome des intérêts des acteurs, mais plutôt que la mise en récit de leurs intérêts et stratégies implique des choix stratégiques qui ont des effets de retour sur la construction des coalitions. L'article contribue à l'étude de la politisation autour de l'Europe et de l'intégration européenne d'un point de vue qualitatif, en partant des récits mobilisés par les acteurs clés dans le TTIP, un des épisodes de plus grande politisation dans la politique européenne.

En apparence, l'opposition la plus évidente est celle qui se situe entre un message néolibéral, dans la stratégie de communication de la CE, et le récit critique des négociations du Stop TTIP dans le cadre d'une lutte plus large contre le néolibéralisme et les grandes entreprises. Cependant, notre analyse montre qu'au lieu d'une compétition entre deux stratégies de politisation différentes, la Commission encourage le type de politisation que Meunier et Nicolaidis

(2019) ont conçu comme « géopolitisation », tandis que la coalition contre le TTIP politise les négociations au sein de l'UE. Cette lutte narrative traduit une opposition plus profonde entre deux visions différentes de ce qu'est l'Europe. La distinction entre les deux récits peut être résumée à la question suivante : de quoi faut-il protéger l'Europe ? Alors que le récit de l'*Europe Bouclier* considère la menace comme extérieure à l'UE (par exemple, la Russie ou la Chine), le récit du populisme transnational voit la menace venir de l'intérieur, se référant principalement aux grandes entreprises. Les entretiens ont confirmé que les récits étaient utilisés de manière différente, bien que les partisans et les opposants du TTIP réagissent les uns aux autres. En tenant compte que le récit de l'*Europe Bouclier* considère l'Europe comme un bloc géopolitique opposé à d'autres acteurs globaux, tels que la Russie ou la Chine, on peut observer, en revanche, que le récit du populisme transnational conçoit « l'Europe » comme un espace de lutte entre les grandes entreprises multinationales qui dirigent le TTIP et les citoyens européens ordinaires qui construisent une « Europe des citoyens » à travers le mouvement Stop TTIP.

Les récits axés sur la défense parlent toujours d'un processus de construction d'une communauté. À cet égard, le récit de l'*Europe Bouclier* concentre son effort de construction communautaire sur la définition de l'Europe en tant qu'entité définie par sa cohésion interne contrastant avec un monde en mutation, où l'Europe est en train de perdre de son poids dans la partie géopolitique mondiale en faveur d'acteurs comme la Chine. Dans ce récit, la résistance au TTIP est conçue comme étant basée sur l'incompréhension, la désinformation ou pour soutenir d'autres pays. En revanche, la coalition contre le TTIP s'engage dans un processus de construction de la communauté en opposant les « peuples de l'Europe » aux grandes entreprises, dans un récit qui peut être conçu comme une sorte de populisme transnational. En aucun cas ce récit peut être conçu comme « eurosceptique », mais plutôt comme un type de résistance à l'Europe néolibérale (Crespy et Verschuere, 2009), en opposant à une vision plus sociale de l'Europe (Díez Medrano, 2009).

La bataille narrative qui a eu lieu sur le TTIP est pertinente au-delà de cet accord commercial concret. La lutte pour (re)signifier l'Europe va probablement continuer, comme l'ont déjà montré les élections européennes de 2019. Le récit de l'*Europe Bouclier* est aujourd'hui défendu par les libéraux européens dirigés par Emmanuel Macron, et le récit du *populisme transnational* est défendu par un certain nombre d'acteurs, tels que le DiEM 25 de Yanis Varoufakis, un parti politique paneuropéen qui mobilise un discours « populiste transnational » (De Cleen et al., 2019). Il existe également d'autres

récits de « l'Europe », comme celui défendu par l'extrême droite (voir l'article de Sabine Volk dans ce numéro). Notre article contribue à la discussion autour de la lutte narrative pour la signification de « l'Europe » dans le contexte politisé post « consensus permissif ».

6. Références bibliographiques

Anderson, Benedict (2006), *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso books.

Aro, Jari et Heiskala, Risto (2018), "A Promoter of Values or a Shopkeepers' Empire? Economy and Society in the Europe 2020 Strategy and the Trade Policy of the EU", in Risto Heiskala et Jari Aro (eds), *Policy Design in the European Union*, London, Palgrave Macmillan, p. 67-86.

Baygert, Nicolas (2015), « L'Union européenne, vers un récit de marque refondé ? », *Communication & langages*, vol. 183 (1), p. 133-151.

Bhabha, Homi K. (1990), "Introduction: narrating the nation", in Homi K. Bhabha (ed.), *Nation and Narration*, London, Routledge, p. 1-7.

Biegoń, Dominika (2013), "Specifying the Arena of Possibilities: Post structuralist Narrative Analysis and the European Commission's Legitimation Strategies", *Journal of Common Market Studies*, vol. 51 (2), p. 194-211.

Bouza, Luis (2017), "The 'New Narrative Project' and the politicisation of the EU", *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 25 (3), p. 340-353.

Bouza, Luis et Oleart, Alvaro (2018), "From the 2005 Constitution's 'Permissive Consensus' To TTIP's "Empowering Dissensus": The EU as a Playing Field for Spanish Civil Society", *Journal of Contemporary European Research*, vol. 14 (2), p. 87-104.

Buller, Jim et Flinders, Matthew (2005), "The domestic origins of depoliticisation in the area of British economic policy", *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 7 (4), p. 526-543.

Burnham, Peter (2001), "New Labour and the politics of depoliticisation", *The British Journal of Politics & International Relations*, vol. 3 (2), p. 127-149.

Commission Européenne et HR/VP (2019), "EU-China-a Strategic Outlook", Joint Communication to the European Parliament, the European Council and the Council, (2019) 5 final, 12 mars.

Crespy, Amandine (2016), *Welfare Markets in Europe: The Democratic Challenge of European Integration*, London, Springer.

Crespy, Amandine et Verschueren, Nicolas (2009), “From Eurocepticism to resistance to European integration: an interdisciplinary perspective”, *Perspectives on European politics and society*, vol. 10 (3), p. 377-393.

Czarniawska, Barbara (2004), *Narratives in social science research*, London, Sage.

De Cleen, Benjamin, Moffitt, Benjamin, Panayotu, Panos et Stavrakakis, Yannis (2019), “The Potentials and Difficulties of Transnational Populism: The Case of the Democracy in Europe Movement 2025 (DiEM25)”, *Political Studies*, vol. 68 (1), p. 146-166.

De Ville, Ferdi et Siles-Brügge, Gabriel (2015), *TTIP: The Truth about the Transatlantic Trade and Investment Partnership*, Cambridge, Polity.

De Ville, Ferdi et Siles-Brügge, Gabriel (2017), “Why TTIP is a game-changer and its critics have a point”, *Journal of European Public Policy*, vol. 24 (10), p. 1491-1505.

De Wilde, Pieter (2011), “No polity for old politics? A framework for analyzing the politicization of European integration”, *Journal of European Integration*, vol. 33 (5), p. 559-75.

Díez Medrano, Juan (2009), “The public sphere and the European Union’s political identity”, in Jeffrey T. Checkel et Peter J. Katzenstein (eds), *European Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 81-107.

Eriksen, Erik Oddvar (2007), “Conceptualising European Public Spheres. General, Segmented and Strong Publics”, in John Erik Fossum and Philip Schlesinger (eds), *The European Union and the Public Sphere. A Communicative Space in the Making?*, London, Routledge, p. 23-41.

Fairclough, Nigel (2003), *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*, London, Routledge.

Fligstein, Neil (2008), *Euroclash: The EU, European identity, and the future of Europe*, Oxford, Oxford University Press.

Forester, John (1993), *The argumentative turn in policy analysis and planning*, Durham, Duke University Press.

Foret, François et Calligaro, Oriane (eds) (2018), *European values: Challenges and opportunities for EU governance*, London, Routledge.

Gaxie, Daniel (1978), *Le cens caché: inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.

Gheyle, Niels et De Ville, Ferdi (2017), “How much is enough? Explaining the continuous transparency conflict in TTIP”, *Politics and Governance*, vol. 5 (3), p. 16-28.

Gheyle, Niels et De Ville, Ferdi (2019), “Outside Lobbying and the Politicization of the Transatlantic Trade and Investment Partnership”, in Doris Dialer and Margarethe Richter (eds), *Lobbying in the European Union: Strategies, Dynamics and Trends*, Cham, Springer International Publishing, p. 339-354.

Hooghe, Liesbet et Marks, Gary (2009), “A postfunctionalist theory of European integration: From permissive consensus to constraining dissensus”, *British journal of political science*, vol. 39 (1), p. 1-23.

Lakoff, George (2014), *Don't think of an elephant!: Know your values and frame the debate*, Vermont, Chelsea Green Publishing.

Meunier, Sophie et Nicolaidis, Kalypso (2019), “The geopoliticization of European trade and investment policy”, *Journal of common market studies*, vol. 57 (1), p. 103-113.

Moffitt, Benjamin (2017), “Transnational populism? Representative claims, media and the difficulty of constructing a transnational ‘people’”, *Javnost-The Public*, vol. 24 (4), p. 409-425.

Oleart, Alvaro et Bouza, Luis (2018a), “Overcoming the taboo: Disputes over European values via the European Citizens’ Initiative”, in François Foret and Oriane Calligaro (eds) (2018), *European Values: Challenges and Opportunities for EU Governance*, New York, Routledge, p. 157-173.

Oleart, Alvaro et Bouza, Luis (2018b), “Democracy at Stake: Multipositional Actors and Politicization in the EU Civil Society Field”, *Journal of Common Market Studies*, vol. 56 (4), p. 870-887.

Sassatelli, Monica (2012), “Has Europe Lost the Plot? Europe’s Search for a New Narrative Imagination”, Amsterdam, the European Cultural Foundation, <<http://www.narratives.eu/reading-room/monica-sassatelli>>.

Schmidt, Vivien A. and Thatcher, Mark (eds) (2013), *Resilient liberalism in Europe’s political economy*, Cambridge, Cambridge University Press.

Snow, David A. (2004), “Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields”, in David A. Snow, Sarah A. Soule and Hanspeter Kriesi (eds), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, p. 360-379.

Snow, David A. et Benford, Robert D. (1988), “Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization”, *International Social Movement Research*, vol. 1(1), 197-217.

Sources

Documents

European Commission, TTIP Communications Toolkit.

Hilary, John (2014), *The Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP). A charter for deregulation, an attack on jobs, an end to democracy*, Brussels, Rosa Luxemburg Stiftung.

Entretiens

1. Membre de Global Justice Now, Londres, mars 2016.
2. Assistante parlementaire au Parlement Européen (Greens EP), Bruxelles, Juin 2016.
3. Membre de la Commission Européenne, Bruxelles, Septembre 2016.
4. Eurodéputée - GUE/NGL, Bruxelles, Novembre 2016.
5. Eurodéputé (EPP), Bruxelles, Octobre 2017.
6. Eurodéputée (S&D), Bruxelles, Novembre 2017.

Alvaro Oleart is a postdoctoral researcher at the department of Political Science and Public Administration of the Vrije Universiteit Amsterdam. He holds a PhD from the Université Libre de Bruxelles, and is part of the H2020 project RECONNECT and the Jean Monnet Network OpenEUDebate. His main fields of interest are the European public sphere, the role of civil society in the EU policy-making, populism and democracy in Europe, and the analysis of discourse and narratives.

a.oleart@vu.nl

Luis Bouza García a obtenu un Master en Études européennes interdisciplinaires du Collège d'Europe et un doctorat à l'Université Robert Gordon d'Aberdeen. Il est professeur assistant de science politique à l'Universidad Autónoma de Madrid. Il a publié des travaux dans la série *Studies in European Political Sociology* chez Palgrave Macmillan et dans les revues *Social Movements Studies, Interest Groups & Advocacy* et *European Politics and Society*.

luis.bouza@uam.es

